

numéro spécial de « lille u. » directeur pierre deblock

LE CHOIX

Dans quelques jours, chaque étudiant fera un choix. Il devra savoir s'il veut défen-dre ses droits ou laisser le gouvernement s'attaquer à ses études et à son avenir l'Iny a pas trois solutions. D'un côté l'UNEF Renouveau défend, dans les conseils, comme dans l'ensemble des luttes, les aspirations des étudiants. De lautre, le gouvernement et ses hommes refusent que l'Université soit ouverte à tous et la livrent au patronal qui veut la subordonner étroitement à ses besoins. Il vous faut donc choisir.

vous faut donc choisir. Les organisations réactionnaires préten-dent certes vous défendre. Mais lorsque vous luttiez en médecin, en langues ou dans les I.U.T., avez-vous vu des organisations déclencher l'action, s'attaquer aux responsables de la situation ?

Dans les conseils elles s'empressaient de soutenir les décrets en renforçant la sélection, elles appelalent le patronat à

s'emparer de vos débouchés. Quels que soient leurs masques, toutes ces organisations ont approuvé l'augmentation des droits d'inscription, se sont opposées aux mesures en faveur des étudiants salarvés, ont approuvé le décret Guichard en médecine, la suppression des IPES. Elles ont voté — chaque fois res le souvoir le leur, demandail — pour que le pouvoir le leur demandail - pour l'entrée de la police à l'Université.

Voter pour ces organisations c'est choisir la sélection, l'inadaptation des débouchés, c'est remettre en cause les libertés democratiques, s'abstenir ou boycotter, c est leur laisser le champ libre.

Voter pour l'UNEF Renouveau, c'est au contraire soutenir l'action menée depuis 2 ans dans les conseils contre la politique universitaire de pénurle budgétaire, de sélection et de privatisation.

C'est un moment du combat des étudiants. Les élus UNEF Renouveau, vos élus agiront au sein du conseil contre toutes les mesures qui rensettent en cause vos étu-des. Mais leur action n'est efficace que si elle est soulenue par celle de l'ensem-bre des étudiants comme ils l'ont fait de-

puis deux ans.
Les élus et l'UNEF Renouveau ont agl
pour l'ensemble des étudiante. C'est à
l'ensemble des étudiante de décider de la
poursuite de l'action.

Guy KC)NOPNICKI, leader de l'UNEF Renouveau.

PROGRAMME DES LISTES **UNEF** renouveau

(Voir en pages 4 et 5)



L'UNIVERSITÉ BARON

Quelles réalités ?

L — Insufrance!

— to V Plan grignote de 20 % par rapport aux projets des apperts, ne arra pas resilies à 80 % .

— pas asset de profs d'assistante, diseat le S NESudite S NESudite S NESudite S NESudite S NESudite S NES

le SNES. des 15 à 100 et le po-plus — des locaux ? Qû sont le motite des C.R.U. de la ré-gion parsienne ? Les lacit-tes de sciences de Montes-son, Montpeller lettre, etc., II. — Inégalité ! — l'université : Image inver-sée de la nation.

pulation active. 10 % de leurs nie à l'Université :

• patronal, cadres sup :

4% de la population active, 32 % de leurs enfants à l'Université :

III — Inadaptation !

— gâchis de militions d'intelligences et de talents ;

— les 3/4 du contingent nont pas depaise te niveau du certificat d'études :

— 2 enfants sur 3 ne terminent jantais leurs études !

— 2 conservatisme des idées !

— sciences Aumaines, économie droit, histoire méthodes, conservat a même

(scitte en p. 2)

LES CONSEILS **UNE ARME POURQUOI?**

En mars 69 Jes comités UNEF qui luttent pour le renouveau de candidats dans chaque UER En effet contrairement aux leguidateurs qui blen qui la direction de l'UNEF juitent contre toute organisation revendicative etudiante jugeaient necessaire et indispensable la presence d'alsments democratiques dans les nouvelles assemblées paritaires.

UN ACQUIS DES LUTTES

UN ACQUIS DES LUTTES

Les conseits, acquis des turtes, étudiantes entre autres, de man-juin représentant en effel, dans les temies à definir objectivement, un moyen pour s'imuler et faire aboutir nos revendications. Encore idilatei faire une analyse des nouvelles situations qu'offrarent ces conseits et 3 ein comprendre comment et pourquoi is constituaiem un resul du gouvernement. En effet c'est sous la pression populaire en parficulier etudiante, que le gouvernement un certain nombre de points il est évident que les seccès auraient été plus nombreux si par exemple à Circnelle le syndical étudiant avat népocie lu aussi En tout état de cause (il ne pouveit être question de bandonner un quelconque terrain de lutte surfout si ce terrain de lutte surfout si ce terrain de lutte surfout si ce terrain de lutte aurous contrains de la politique universitaire des monopoles, sidaptation à possibilités d'utilisation progressate il est viai mais adaptation essen lettlement.

C'est pourqueit ces structures questions que que contra progressate il est viai mais d'applation essen lettlement.

C'est pourquei ces structu-res quels que soient à priori leurs caractères relativement progressistes ne agnillen, rien indépendamment de leur contenu et de leur llaison

nementale.

Il ne pourrait donc être question de laisser des candidate
dits « modérés » à installer
dans ces conseils (ces candidats ont depuis montre leur
volonté de ne se précocuper
que très « modérément » des
étudiants démission de la
F.N.E.F. votes contraires aux
intérêts étudiants sur le contrôle controlle se revendicarôle controlle se revendica-

deri,
Es approuvant massivent
les comités UNEF Renouver
(100.000 voix sur la Fran
aux candidats pour le nouveau de l'UNEF dete des interêts étudiants - i,
et u di ants ont premair montre leur volonte de la se concrétise et a euro victoires acquisses, de ne les laisses dévoyer et recu rer, et pour cela, d'u

(suite on p. 2)

LES CONSEILS E T U D I A N T S **UNE ARME POURQUOI?**

(Suite de la page 1)

pour le renouveau de leur syndical.

LE POUVOIR SE DEFEND

Mais lorsque les étudiants luttent, feur adversaire se defend. Il a d'abord cherché defend it a d'abord cherche à remettre en cause l'exis-tence même des conseils. Mais revenir en arrière était impossible après mai 68. It aurait fallu affronter directe-ment les étudiants. Le gou-vernement n'en avait pas la lorce it a alors adopte une autre voie reprendre à son compte les scquis et les uti-liser à son profit. It lui faut pour cela vider les conseils de leur sens et de leur contenu

contenu Majoritaire ou non. l'UNEF-Renouveau utilise les conseils pour la lutte en popularisant l'action de ses elus, en ran-dant public ce qui se passe dans les conseils.

Guichard veut répliquer en interdisant la publicité des

desats.

Mais il sall que quels que soient les interdits ministériels, les élus UNEF-Renouveau rendront des comptes aux étudiants et les appelleront à l'action.

Il cherche donc à concentrer les pouvoirs entre les mains des présidents d'université

CONSEILS - INTEGRATION

Pour cela il lui faut un appui étudiant. Uni, Cleru, FNEF et modères se disputent ses faveur. Cependant, il craint d'être confironté avec la masse des étudiants. Il cher-che donc à ce que les élec-tions se fassent le plus dis-crétemen possible.

Si son operation reussissait, Si son opération réussissait, les conseils seraient alors des assemblées dévouées au pouvoir. Ils serviraient à l'application des mesures réactionnaires ils ouvriraient leurs portes aux patrons qui décidéraient de l'avenir des etudiants à leur place.

étudiants à leur place.
Par contre si les étudiants font échouer la manœuvre, leurs étus seront partout présents pour les défendres Leur combat contre le pouvoir prendrait plus d'ampleur encore. Un tiremplix supplé, mentaire sera donné aux luttes.

ECHEC AU BARON

Les étus syndicaux continue-ront à lutter avec les comités de l'UNEF qui œuvrent pour son renouveux, avec l'en-semble des étudiants pour l'obtention de nouveaux moyens permetiant la tenue d'une véritable année universitaire, pour une democrati-sation réelle de l'enseigne-ment, pour la fin de la main-mise de quelques privilégies sur notre université.

En même temps, forts de l'appui des étudiants, et forts de la futte des syndicats qui la soutiennent, ils riposteront aux multiples attaques gouvernementales qui marquent la restructuration :

tentatives d'instauration d'universités concurrant/elles par le biais de diplômes pro-pres à chaque université et d'introduction de capitaux prives

prives;

— limitation du pouvoir des conseils par des discussiona de couloirs qui tendent à se substituer aux réunions démocratiques des conseils;
— abrogation dans les faits de la parité aux organes législatifs et exécutifs des assemblées.

Ils consoliderent les conseils en y défendant les intéréls étudiants. Ils élargiront leur pouvoir et pour cela ils les lieront toujours plus aux lut-tes de masse des étudiants, à l'action de leur syndicat.

a l'action de leur syndicat.

Plus encore, là où avec les syndicats d'enseignants, ils seront majoritaires, les élus UNEF-Renouveau utiliseront au mieux les pouvoirs des conseils. Ils refuseront es mesures disciplinaires, ils empécheront la privatisation.

Appuyés par les étudiants, ils porteront des coups à la sélection.

lection.

Enfir, la pressien massive que constituera l'expression des étudiants en faveur de l'UNEF-Renouveau est un poids supplémentaire dans la bataille. Voter UNEF-Renouveau dest étire des délègués syndicaux qui défendrant les studiants. C'est agir contre la politique universitaire du politique universitaire du politique universitaire du politique universitaire du politique de les poursuives sous d'autres formes, contribuera à la satisfaction des revendications.

I.T.C. ACTUALITES

8, Clié d'Hauteville 76 - PARIS-X'

Etudiante.

Chaque mois dans a 1.T.C. actualités » vous trouverez le point de vue des inénieurs, techniciens et cadres communistes sur les questions

Le numero, 4 F, est en vente dans les biosques

Abonnements tarif apécial étudiarn I — 1 m : 26 ° au tieu de 36 °. — 8 mois : 14 € au tieu de 98 °.

- ITC - - E.C.P. 31 881 32 La Source, 8, Cité d'Hauteville - Paris-IV - 824-64-14.

SORBONNE

Février 1969 : 1000 élections aux conseils d'U.F.R. Des luttes importantes ont déjà été menées : c'est sur cette base que nous présentons nos candidats. Plus de 8 000 étudiams nous approuvent et c'est ainsi que, dans la majorité des conseils, nous faisons échec aux candidats du pouvoir. Qui plus est, le C.T.G. possède une majorité largement démocratique, avec le soutien des élus du S.N.E.-Sup.

Sur la base de cette approbation massive des étudiants, nous poursuivons notre travail de défense des intérêts des étudiants et de reconstruction de l'U.N.E.F. Ainsi se présente

l'année 69-70 :

l'année 69-70:

— 1º trimestre: La pénurie est criante, les comités
UNEF-Renouveau prennent l'initiative de la lutte, l'ensemble du premier cycle décide la grève, nous obtenons
500 heures complémentaires, avec l'appui constant du C.T.G. Pendant la même période, les provocations gauchistes se multiplient pour dévoyer les luttes, en vain : l'ensentes se multiplient pour dévoyer les luttes, en vain : l'ensentes le des étudiants repousse leurs propositions aventuristes et réplique en développant encore davantage leurs luttes, sous d'autres formes que la grève : pétitions, délégations, télégrammes à Guichard, etc. Parallèlement, le CTG, malgré la demande du recteur, refuse de faire appel à la molice.

ponce.

— 2º trimestre: Le pouvoir pronulgue le décret sur les langues: les comités U.N.E.F.-Renouveau russe, alternand, italien, déclenchent là aussi l'action. La grève est totale au Grand-Palais pendant quelques jours. Elle cesse dans l'ocdre comme elle avait commencé, malgré les appels irresponsables de l'A.J.S. Les étudiants font la preuve de leur force quand ils sont sérieusement organisés dans une U.N.E.F. démocratique et réellement syndicale. Le décret n'est pas abrogé, mais le pouvoir, contraint de céder sur un autre plan, abandonne son décret sur les 20 U.V., après une déclaration publique du C.T.G. A la suite de ces actions, les étudiants donnent une direction sur les positions du Renouveau syndical aux C.A. U.N.E.F. russe et alle-mand, histoire et histoire de l'Art.

Sur l'ensemble de la faculté des Lettres la lutte s'amplifie encore, notamment lors des journées d'action du 20 au 25 avril : nous obtenons un collectif budgétaire de 500 millions permettant d'organiser les sessions d'examens de juin et septembre. C'est également au cours de ce trimestre que le C.T.G., dans une déclaration publique, dénonce la créa-tion de la police universitaire et s'engage à ne jamais y faire

de cette volonté de lutte de tour les étudiants pour renforcer les acquis, obtenir des locaux nouveaux, des heures complémentaires, du personnel administratif, la suppression du décret du 17 juin sur le contrôle continu. Les élections aux decret di 17 Jun sui e comme conseils sont une étape importante de cette bataille reven-dicative, une étape importante aussi pour faire sivre et grandir le Renouveau de l'U.N.E.F. à la Sorbonne. Yves GARNIER.

Vice-président de Paris III

TOULOUSE

AIX-MARSEILLE

Médecine en grève. Avec l'A.G.E.T.-U.N.E.F., qui luttent pour le renouveau syndical, 2 000 étudiants manifestent. Les dirigeants syndicaux et les élus conduisent l'action. La construction du C.H.U. de Toulouse-Rangueil est obtenue. Pour être efficaces dans l'action, 1 500 étudiants adherent FAGET

Majorité syndicale au conseil. Vote de statuts garantissant les fibertés démocratiques. Le ministère refuse de les tuti-

Il refuse la publicité des débats, exige des pouvoirs suppi-mentaires pour le président. Le Conseil n'accepte pas. Les étus U.N.E.F. Renouveau poursuivent l'action avec les étudiants. En même temps, ils rassemblent 500 étudiants d'Aix devant le restaurant universitaire pour protester contre la hausse des prix et obtenir la construction d'un deuxième restaurant universitaire.

NANTERRE

Rentrée 69. — 3 000 étudiants n'ont pu trouver de place dans les universités de valeurs. Intervention des élus U.N.E.F.-Renouveau — minoritaires — au Conseil. Les autres elus (Cléru et indépendants) refusent de demander autres elus (Cléru et indépendants) refusent de demanuler des heures complémentaires au ministère. L'UNEF-Renouveau s'adresse aux étudiants. Pétitions, motions, surpensions de cours. Résultat: 12 500 h complémentaires d'enseignement. Le ministre 2 cédé. Pévrier-mars: L'action de l'UNEF-Renouveau gène le pouvoir. Provocations, prétexte à la banalisation. Seuls, parmi les étudiants, ceut de l'UNEF-Renouveau votent contre. Enurée des flics. Démission du Conseil. La faculté na-t-elle fermer?

MAI: Nouvelles électione. Les étudiants font confiance à PUNEF-Renouveau qui gagne 300 voix et passe de 27 à 47 %. L'avenir de la faculté est préserve.

ENLUTTE

GRENOBLE

SCIENCES

presson d'enseignements, blocage de la recherche. Les étus UNEF-Renouveau informent les étudiants Ceux-ci seront I 000 à agir. Résultat : nomination d'enseignants, crédits de fonctionnement, crédits de recherche.

Guschard, devant deux cents chefs d'entreprise, déplore le manque de sesentifiques. Pour les chefs d'entreprise, sans doute, car le baron, en cette rentrée 70, n'a pas joint le geste à ses paroles. C'est même tout le contraire.

- Trois sections sculement ont accueilli 1 300 étudiants qui désiraient s'inscrire en le année de Math-Physique (MP I) et qui, à cet effet, avaient déposé leurs dossiers. La plupart des étudiants (et la majorité des redoublants) n avaient pas leurs cartes.
- Un seul amphi en première année de maîtrise d'informatique (250 places) pour plus de 800 demandes, bloquées
- A l'institut de programmation, plus de 1 500 demandes pour 300 places prévues avec, dans ce cas, l'élimination pure et simple des non-bacheliers et, du même coup, des
- Ailleurs, dévalorisation de diplômes, suppression des Allears, devalorisation de diplômes, suppression des polys, amphis bondés, chevauchement des cours, dispantion d'enseignements, faute de salles ou d'enseignants...
 Les étudiants en sciences se sont donc trouvés plus près de cette réalité que de cette rentrée du bonheur prétendument réussie à 99,5 %, dont à grand renfort de presse on leur à rebattu les oreilles. C'est pourquoi très vite, ils ont posé amphi par amphi, des revendications qu'ils sont tout à fait décidés à faire aboutir;

En MP 1, 200 étudiants, avec Paris-Sciences U.N.E.F., sont allés exiger chez le doyer Gauthier la garantie que tous les étudiants ayant déposé leur dossier, seraient recensés. Le jour de cette délégation, le doyen Gauthier siégeait au Conseil de l'Université Paris 6, dont îl est président; l'action des élus de Paris-Sciences U.N.E.F., appuyée par la présence massive des étudiants, contraignit le doyen à entendre leurs revendications (ce qu'îl fuyait jusque-là) et le recensement fut obtenu, ainsi que la création d'une quatrième section. Forts de ce premier succès les étudiants de MP 1 vont réclamer leurs cartes au rectorat et, avec Paris-Sciences U.N.E.F., ils réclameront aussi, le 13 novembre, les crédits nécessaires à la création de postes et la construction de locaux.

Ce cas, significatif d'une situation déplorable à la fac des sciences, à laquelle se heurtent ces étudiants et contre laquelle ils s'organisent pour lutter, n'est pas le seul : Informatique, les étudiants déclenchent la riposte sur le thème : contre la sélection, pour un enseignement de quaîté ». Et partout, avec le syndicat, ses étus dans les conseils les étudiants refusent le budget de misère qui se concrétise par l'arrêt de la construction de la Halle aux vins et qui se traduit par l'élimination massive d'étudiants. Le découpage de la faculté des Sciences entre Paris 6 et Paris 7 n'a rien résolu. Les étudiants en Sciences l'ont compris. Ils ont compris aussi que seule la lutte — pour leurs

pris. Ils out compris aussi que sente la lutte — pour leurs revendications sur tous les fronts — est le gage essentiel pour des conditions d'études et de vie Oceantes, un enstignement correct, un avenir assuré.

> Parick FEIGELSON, Pt de Paris-Sciences U.N.E.F.,

le 5 novembre 1970

TOURS

Depuis 1965, tous les ministres promettaient une faculté des Lettres. Aucun crédit et pas le moindre buldo et pour commencer la construction.

Octobre 1969. Les élus U.M.E.F.-Renouveau proposent au Conseil d'engager l'action. Délégason, compte rendu devant

La grève est votée dans les logaux provisoires de la faculté

Enseignants et étudiants manifestent à l'appel des élus U.N.E.F.-Renouveau, S.N.E.-Sup. et S.G.E.N.

f 200 étudiants parcourent les rues de la ville avec leurs professeurs. Toutes les organisations syndicales (C.G.f., C.F.O.T., F.O., F.E.N.) les soutiennent.

Nouvelle délégation. Le pouvoir cède 1 milliard 250 mil-tions de crédits sont dévloqués pour la construction de la

L'UNIVERSITÉ **DU BARON**

(Suite de la page 1)

temps qu'un savoir réet, sont diffusées des idées tendant su fixiame social.

- frein de 25 % par an di taux de croissance de l'E.N.
- la moitré des étudiante bloqués en premier cycle + LUT;
- recours à l'enseignement privé :
- nouvelles sources de 8-nancement de l'éducation :
- les familles : de 3.50 M en 68 à 6 M en 1975 ;
- le patronat

Quels objectts ?

- d'anavre peu qualifiée à bon marche et main-d'auvre étreitement spécialisée à tous les niveaux;
- création ou renfercement d'une industrie pédagogique privée payante, délivrant ses propres diplômes ;
- propres diplomes;

 dels afforts d'adeptation nouveaux tenant compte de l'industrialisation accélérée de queques branches économiques (groups AGREF au sein du CNPF) aux dépends de lout le reste; an même temps faire face à l'essor démographique, aux mouve-mographique, aux mouve-
- diffusion massive d'idées favorables au maintien du système social actuel :
 Une attitude positive visa-à-vis du profit privé (rapport Ortoli-Montjole) ;
- e l tout cela sous le signe des moindres frais la for-mation des hommes n'est qu'un étément du profit privé, il faut comprimer.

Mala pourquoi donc ?

- rapport Ortoll-Montjole -68, à la demande de Ponpidou
- dustriel; 21 autour, les infraghuiques,
- 21 autour, las infrastructures cour et support organique du profit privé; citation : L'aposeré (l'essegnement, de formative professionnelle et de recherche, a' même l'équipement sanitaire et sporial for a partie des infrastructures essentielles.
- le système scolaire est conçà comme une mécial-que à débite des tranches de mais-d'entyre selon une circulaire ministérielle cle 1967;

C'est es fonction de cet im-pératif et non des nécessités cy des capacités qu'est ins-rauré le cloisonnement et la

Es traitas la dépense d'édu-cation comme us investisse-ment, on en obscurcit l'objet qui est d'accroître le capa-cité intellectuelle dies hom-mes — l'accumulation des

l'étaire et capital capital les besoins sont ceux du développement de l'hommes an lant qu'homme social total et non en tant qu'appendice des machines qu'il fait tour-

Et comment cele 7

Il faut des tranches de main-

- Des grandes écoles pour les étals-majors (2 % de hig d'ouvriers actuellement).
 Universable de pointe très spécialisées ; certes la faudre des pays bien un temps, mare elles seront vite céqualitées avvec le mouvement même de le soies;ce.
- 3. Des Universités de masses sans moyens -- elles asso-ceront les cadres seré quali-fication précise qu'os pourre sous-payer ou finir de former dans l'entreprise (a notre dé-votton (ki seront)
- 4. Prenier cycle et LUT :

 4. Prenier cycle et LUT :

 4. Faut des apécialistes à utilitier tout de suite, peu impone s'ils serent incapables
 de se recycler dans 5 ans.
- Et puis II faudrait faire en sorte que l'Université continue à reproduite la pyramide des classes :
 suppression des sursis ;
- balsse du pouvoir d'achat des étudiants, diminution du nombre et du taux des bour-ses, augmentation des RU, du prix des chambres ;
- secondarisation du pre-mier cycle ;
- contrôle de connaissances éliminant les étudiants sale-riés (décret du 19 juin).
- El puis, il faut accrifier les secteurs de l'Université qui ne débouchent pas sur nos secteurs industriels :
- coupons les crédits des fecs de lettres ;
- supprimons les IPES
- abandonnons les secteurs des lats de sciences qui ne correspondent plus aux secteurs de l'industriq qui ne nous intéressent plus (Buil. shorgire atonique, et c.).
- Erifin, il serait intéressant dans qu piques secteurs d'avoir une la dustre pédage-qique ; langues, grandes écoles, informatique ;
- espérious que le projet de loi UD-/R ser l'extension de la loi Debré à l'enseignement sopérieur sers voié à la pro-chaine session parlementaire nous aurona nou Univer-tés libres, payantes yen dan j'eura propres diplômes, très concurrentielles !
- Mais allons y doucement, comme disait Olivier (Gui-chart): «Une certaine gène est rièccesaire aux grandes mutations ».
 Coupons les crédits !

C'est à moyen terms l'Uni-versité concurrentielle, renta-bilisée, privatisée, aseptisée, Jine Université au service des grandes féodalités économi-ques.

- Contre nous [

La présence dans les consella est un combat. Elle n'a de sens et d'efficacité que si elle est liée aux luttes revendicatives de l'ensemble des étudiants. Le lien du conseil reasemble lutte peut être réalisé en persus-nence par l'activité démocratique d'un syn-dicat rassemblant tous les étudiants,

Nous voulons voir satisfaite notre aspiration à une université ouverte à tous, assumant sa a une université ouverte à tous, assumant sa mission d'élargissement et de diffusion du mavoir, permettant à chaque étudiant de prendre la place à laquelle il aspire dans la vie professionnelle.

Nous savons que seule la lutte peut per-mettre d'y parvenir. Nous ne négligeons au-cun aspect du combat. Nous ne laisserons aucune arme aux adversaires des étudiants. Nous sommes partout où se discute le présent et l'avenir des étudiants.

NON, l'université que nous voulons, l'université conforme aux besoins du pays n'est pas l'université dite « rentable » qui orga-nise l'échec de deux tiers des étudiants.

Pour assurer au patronat une masse de cadres moyens sans qua-

inication et sous-payés,

lui fournir une élite technique
étroitement spécialisée, rapidement déqualifiée avec le mouvement même de la science.

NON, l'université que nous voulons, l'université conforme aux besoins du pays n'est pas l'université tronçonnée en grandes écoles, université de pointe étrontement spécialisée, université de masse sans moyens, LU.T regroupant près de la moitié des étudiants des universités

où les diplômes n'auront même plus de valeur nationale décla-ration de Guichard devant 200 chefs d'entreprise en octobre 70, des universités payantes privées : déclaration de Guichard sur la loi

NON, l'université que nous voulons, l'uni-versité conforme aux besoins du pays n'est pas cette image inversée de la nation moins de 10 % de fils d'ouvriers

- et paysans, le nombre de boursiers est passé de 30 % en 1963 à 19 % en 1970,
- la ségrégation sociale est encore renforcée

avec la suppression des sursis (juin 1970),

avec un mode de contrôle des connais-sances éliminant les étudiants salariés (40 %) (décret du 19 juin 1970).

Cette politique s'appelle restructuration, pri-vatisation, rentabilisation, selection avant tout sur base sociale. Pour pouvoir l'appliquer : l'asphyxie financière. . Une certains gêne est nécessaire aux grandes mutations », déclarait Guichard.

Avec l'autonomie financière des UER en 1971; la circulaire contre la publicité des

C'est dans les conseils, et nulle part ailleurs que le syndicat pourra être informé de la mise en place de cette politique rétrograde. C'est grâce aux conseils qu'il pourra CON-NAITRE. DENONCER, COMBATTRE avec les étudiants.

• FAIRE aboutir toutes les nombreuses revendications sectorielles sur lesquelles il est possible d'ob-tenir satisfaction dès maintenant. • RASSEMBLER les éléments d'un

rapport de force favorable à la solution correcte des problèmes

MAINTENANT

I - POUR un juste contrôle des connaissande haut niveau, contre la sélection par l'échec:

L'accumulation des connaissances n'est pas une course d'obstacles.

 Nous nous prononçons contre l'arrêté du 19 juin 1970.

Deux sessions d'examens pour tous ! Les éléments de contrôle continu pris en considération ne doivent pas léser les étudiants salariés pour lesquels doivent exister des cours et travaux dirigés en dehors des beures de travail.

Actuellement, faute d'une allocation

PROGI Des listes "défe des ét université



d'études, d'enseignants, de moyens pédago-giques, le contrôle continu doit compter au minimum

au minimum
 Il est possible, comme en philo, histoire, etc., à Paris, d'obtenir une dérogation totale pour les étodiants salariés.
 II - Pour la défense des conditions d'études.
 a) Nomination d'enseignants. Le ministre n'a pas crée le tiers du nombre des postes qu'il avait déclaré indispensables.
 b) Augmentation du nombre d'assistants et attribution d'un statut assurant leur avesticale.

attribution d'un statut assurant leur ave-

 Construction de locaux; les exemples ne manquent pas : facultés de Verrières, Montesson, la moitié des C.H.U. de la region parisienne, etc.

d) Construction et équipements de bibliothèques et ouverture de celles-ci jusqu'à 22 h tous les soirs.

Augmentation du personnel administra-tif surchargé et désorganisé par la « restructuration »

III - Pour des conditions de vie décentes, ntre la ségrégation sociale à l'université. Augmentation du nombre et du taux des

bourses, réévaluation du barème d'attri-bution (le pouvoir d'achat des bourses est passé en 5 ans de 1.240 h de SMIG à

800 h de SMIC).

15) Pour une allocation d'études :

— sur critères sociaux dans le premier

cycle, sur critères sociaux et universitalres dans le deuxième cycle,

sur critères universitaires dans le troisième cycle.

Gratuité réelle de l'enseignement supé-

- Non à 150 F de droits d'inscription, - polycopie gratuite à prix réduit, contre les augmentations des loyers en

cité, des tarifs des œuvres universitaires, notamment des resto U.

- construction des 45.000 chambres de cités universitaires prévues par le

V° Plan et manquantes en 1970, e) Création ou réouverture de crèches dans chaque centre universitaire.

f) Défense de la M.N.E.F. et de la Sécurité

sociale étudiante. IV - Nous réaffirmons notre volonté de volr

Puniversité rester un service public.

a) l'université n'est pas l'infrastructure du profit privé de quelques branches d'industries, l'université forme des hommes et non des appendices de machines : Non à l'introduction des patrons à l'université.

b) C'est à l'Etat d'assurer les moyens nécessaires à l'université afin d'assurer l'avenir en matière de formation de cadres-Maintien et extension du financement pu-

25 % du budget à l'E.N.

La garantie à la qualification profession-nelle et à l'emploi, c'est notre diplôme. Depuis 1880, c'est la responsabilité de l'État d'assurer le sérieux, la qualité et l'impartialité des diplômes.

Nous exigeons le maintien de la valeur nationale des diplômes.

1 L'université doit être financièrement in-

l'université doit être financierement In-dépendante des groupes religieux, phi-losophiques, industriels. Nous nous prononçons contre la « lol Debré » de 1958 et ses projets d'exten-sion à l'enseignement supérieur qui abou-firait à faire des universités libres payantes, délivrant elles-mêmes leurs propres diplômes.

Ce taux est indispensable.

pour construire les établissements nécessaires et les équipements,

pour donner à toutes les universités les moyens de recherche les plus modernes,

pour développer le recrutement et la qualification des enseignants, chercheurs

pour développer les moyens d'études (bibliothèques, documentation, stages, etc.);

RAMME nse des intérets idiants mocratique"



- assurer la gratuité effective de l'enseigne-

- répondre aux besoins concernant les

œuvres universitaires ; — attribution de l'allocation d'études sur

les moyens et les personnels administra-

tifs et techniques.

V. — Pour des débouchés et l'ouverture de nouvelles filières de formation :

Il Pour l'augmentation massive des postes d'agrégation et de capes comme l'exigent les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves : il manque des milliers de postes de profs, d'instituteurs, contre la suppression des LP.E.S.; 2. Pour la création de neuvelles filières de

formation et de débouchés, dans la recher-che, l'animation socio-culturelle; augmentavion du nombre de postes d'interne desi

lópitaux.

3. Contre la liquidation de la recherche fon-3. Contre la liquidation de fa recherche fon-damentale et le démantèlement du secteur nationalisé (machines Bull, C.E.A., menaces sur l'Institut, Pasteur, etc.); le développe-ment d'une culture générale pour tous de haut niveau, la formation de professeurs et de maîtres qualifiés, létude des problè nes généraux de la société, les relations entre les hemmes, la psycho, la socio ; la recherche fordamentale, un haut niveau scientifique, la mise en valeur de toutes les potentialités techniques dans tous les domaines.

techniques dans tous les domaines.

CELA NOUS INTERESSE;

NOUS et des millions d'autres, dans ce

CELA N'INTERESSE pas le patronat et l'Etat :

des pans entiers des facs de lettres som laissés à l'abandon ;

- la sélection et des difficultés de tous prria selection et des officiales de tous of-dres s'accroissent en fac de sciences entrai-nant une diminution de leurs effectifs. NOUS NE L'ACCEPTONS PAS. VI.—Garantie des libertés démocratiques 1

a) Nous voulons un fonctionnement démo-

cratique des conseils d'U.E.R., une prépa-

cratique des conseils d'U.E.R., une préparation publique et claire des élections—
Parité étudiants-enseignants.
— Nous réclamons la publicité des débats et son organisation par les conseils.
— En lout état de cause, nous ne nous considérons tiés par aucune circulaire et readrous compte à nos sianulants.
b) il est nécessaire de préserver les acquis de mai et juin en matière de libertés politiques et syndicales, de droit à l'expression et à l'information.

et à l'information.
c) Les troubles à l'université ont pour cause essentielle le mécontentement des étudiants

fare a la politique du poravoir. Qu'on satisfasse les revendications au heu

Ou on saustasse les reventuerson du neu d'envoyer la politée.

— Respect ées franchises universitaires.

— La politée hors de l'université.

O Enfin tous défendrons les droits des étudiants traduits devant le conseil de l'université pour leur activité syndicale ou politique.

VII — Nous tous prononçons pour la constitución d'universités complètes pluridicipalizaires à 3 cycles.

1. — Prindicipalmenté ne veut pas directions de la constitución de la constituc

Transcapmante ne veut pas dire transformer les premiers sycles en vastes dépotées, visunt en fait à créer un barrage par l'éche e supplémentaire. Nous noss prononços contre la seconda-risation (1) premier cycle.

2. — Une veritable puticlisciplinarité sup-pose cans l'état actuel :

pose cans l'état actuel :

- l'institution de passerelles entre les UER,
- des systèmes d'equivalences,
- l'existence de cycles d'orientation de
haut niveau en sciences fondamentales
permettant ensuite de loute façon et en
même temps si l'étudant à déjà fait son
choix, l'étude des applications techniques;
des applications professionnelles,
- enfan la possibilité matérielle pour l'étudiant de s'asserire dans sa faculté à des
cycles ététudes complémentaires.

Cest dire que nous nous pas parancers

· Cest dire que tous nous prononçorse t

poss l'intégration des IUT et des gran-

des écoles à l'université,

— création pour les IUT d'une marche
et d'un troisième cycle pour la recherche

technologique. Ceci afin d'assurer l'unité de l'enseigne ment supérieur. Il est possible et hécessaire de lier l'indispensable spécialisation à la formation générale rendue nécessaire par l'interpénétration des disciplines.

VIII. — Comenu et métiodes d'enseignement.

ment.

La mise au premier plan des problèmes des moyens ne nous fuit pas négliger la question des contentis et méthodes, au contraire, elle donne l'assise matérielle pour

contraire, elle donne l'assise mucraire pour poser et résoudre ces questions.

Nous proposons d'intégres à l'enseigne-ment l'étude des méthodes de fechterche, de favoriser le travail en groupe.

de la voriser le travait en groupe.

Une conception nouvelle des travaux dirigés, une recherche pédagogique permanente permetriaient d'obtenir un contrôle acientifique des connaissances, basé non pins sur le principe de la selection sociale mais sur celui de la selection des meilleurs des la connection de la selection des meilleurs.

mais sur celui de la selection des actualités par la promotion de tous.

Les programmes devront constamment tenir compte des découvertes mudernes, permettre le tibre jugement, les théorie et

- Enfin, dans son contenu actuel, ert me — Enfin. dans son contenu actuel, est mê-me temps qu'il donne un réel savoir. l'en-seignement est profondement marqué par fies uces conservatrices. Comme le décla-tait le plan Orteli-Montjoie (1968) il considère comme une grande question d'wealquer Vimour du profit privé : le respect d'use société où la concurrence, la violence entre les hommes est la règle.

St la lutte sur tous les fronts peut limiter les effets néfastes de la politique du pou-vois, il est clair que la satisfaction durable voir il est clair que la satisfaction durable des revendications des étudiants et ensei gnants passe par de profondes transformations démocratiques de l'université. Dans ce cadre l'enseignement supérieur doit repondre à plusieurs objectifs principaix.

1. — Unité de la culture et de l'enseignement professionnel.

L'enseignement doit être dans tous les cus-

L'enseignement doit être dans tous les cas-

L'enseignement doit être dans tous les cas un enseignement de culture communiquant à la fois, les méthodes et un savoir encourageant l'initiative et la recherche. L'unité de la théorie et de la pratique.

Nous sommes aussi pour la itaison entre l'esconomie.

Mais à condition, bien entendu, d'assurer l'indépendance tous d'abord financière de l'université pas tapport aux intérêts privés l'.— La liaison de Venseignement et de la recherche, l'enseignement supérieur doit se consacrer à L'avancerhead de la science, à la formation des chercheurs afin de lies la diffusion et l'établissement du savoir 3.— La diffusion de la culture.

Tout établissement universitaire soit être un lieu d'éducation permatente.

un le u d'éducation permatente.

rieur est ute extigence. L'accès aux étuleus supérieures te doit plus rester le provilège de enfans de ceux qui

ont déjà use instrucion-

Let expandion des étudions, le contrôle social de la qualification, le deivent pas seffectuer seulement au l'enant compte les besoins lumédiats ou à tourt trme ses frandes sociétés capitalistes. Ca qu'il faut Cest donner les moyens nécessaires afin de permettre la sélection des meilleurs par léganté des clances et la promotion de

TUDIANTS !

La situation actuele, nous te l'avons pas

Ctoise.

In nous faut latter:
LES CONSTALS SER ON T
CE. QUE NOUS EN FERCONS!
Also les élus « élemes do nos intérêts
nai versité dans carrique ».

Il seront un appul efficace :

Pour la défense de tos appositions fon-

Pour vivre et étudier.

Four line université témocratique.

Four NOTRE avenilr!

Chances...

Octobre. Je m'inscris en faculté — j'al une chance sur six d'être boursier.

St je le suis j'surel pour vivre 2.206 F pour l'ammée. J'al demandé une chambre en c'ité. J'al une chance sur sept de l'obtentr. Si je ne l'obtens pes, une chambre en ville me coûters la setaité de me bourse. Le restaurant universitaire a augmenté de 10 centimes

Je cherche donc du travail pour pouvoir vivre. St Jy consacre 20 ou 30 heures par semnine Jaural neul chances sur dix d'échouer à mes axessense.

Comme vous avaz raison M. Chaban-Dolmas de dire que teut le monde a sa chance!

Répression

Face aux meeures gouvernementales, les lutice des étudiants se développent. La velonté de voir les revendications satisfaties graudit dans toute le pepulation. La peuveir ripeate. Les sourires de Chaban et les premesses de Gulchard ne suffisent pas à stopper les luties; la matraque de Marcellin y contribue Présence poficière près des facultés et police universitaire sont le prolongement de la iof scéérete. Prétextant des agissements gauchistes, on chercha à babituer l'opinion à la répression. A ce' proges, à Taulouse, des militants de l'UNEF qui lutient pour le remouveux syndical ont été frappés par des mesures srbitraires ou exclus des clauses préparatoires à Nice.

Il faut empêcher que de tels actes se reproduisent. Les conseils ont leur rôle à jouer. Ils disposent du pouvoir disciplinaire et peuvent décider de l'antrée de la police dans les facuités. Le souhait avoué du ministre, c'est de concentrer les pouvoirs entre les mains des doyens. En assurant le succès des listes UNEF Reneuveau, vous voterez pour des élus qui s'epposeront à toute entrée de la police tans les facultés et qui empêcheront les mesures abitraires.

Evidemment, les facultés ne peuvent limiter leurs éébouchés à l'ensaignement. Il n'en reste pas moins que le secondaire comme le supérieur manquent de professeurs et que la scolarité est insuffisante. Limiter ainsi la formation des maitres, c'est limiter le développement de tout le système d'enseignement. Quant aux débouchés dans l'industrie, ils ne sont liés à aucune qualification, à aucune formation garantiesant la sécurité de l'emploi Le ministre a donc choiel de livrer aux entreprises une maind'œuvre moins coûteuse, à jeter après un usage rendu bref par la mutation acélérée des techniques.

IPES

Gillichard l'avelt annoncé à l'Assemblée nationale le 14 avril. C'est maintenant officiel. Les IPES sont supprimée à partir de cette année. 1971 verra la mise en place d'un substitut le chnique de formation pédagogique.

it ne s'agit pas là d'une simple substitution ou d'une amélioration d'un système démodé dans le cadre des nouvelles universités (comme le ministre veut le faire croire), mais blen d'une pièce supplémentaire dans l'édifice général de l'adaptation de l'université aux besoins du grand netronat

Guichard ne cache pas l'aspect sélectif de son projet. « Des étudiants qui ae préparent à l'heure actuelle à l'enseignement, seul un cinquième doit enseigner », déclare-t-il. En conséquence il décrète que cet institut pédagogique préparers aux carrières d'enseignement.

EtGulcherd one qualifier ce projet de « démooratique » (sic).

Ce qui serait démocratique, M. Guichard, ce serait non pas l'éviction des carrières envisagées per 80 % des étudiants, mais une alle-

> ÉCHOS DE LA ENTRÉE

cation d'études sur critères sociaux et universitaires qui permette la sétectien des meilleurs par la promotion de tous (et pas seulement de 20 %), ce serait en tout état de cause un accroissement du nombre des postes d'enseignement dans le supérieur et le secondaire. Car il n'est pas démocratique, M. Guichard, slors que les besoins en enseignants augmentent tous les jours, qu'il soit fixé au niveau du DUEL ou du DUES un nombre de places dans ces nouveaux Instituts en fonction seulement des besoins privés qui en ont le monopole.

Ce qui serait démocratique enfin, M. Guichard, ce serait une formation pédagogique et théorique réelle pour tous ceux qui se destinent à l'enseignement, et pour l'immédiat le maintien des IPES.

Examens

Les étudiants, en mai-juin, par des luttes importantes, avaient entre autres obtenu le possibilité d'opter pour un gentrêle conting des conneissances. Ce qui n'exclusit pas, pour les étudiants salariés notamment dans i incapacité de suivre les T.P la possibilité d'opter pour l'examen.

Ainei, sans que soit résolu le problème fondamentel de le sélection a ocial e durant ces deux dernières années, avec le concours des consells à majorité démocratique, nous avons pu étaler notre contrôle des connaissances lorsque neus pouvions assister sux T.P. et pesser l'examen lorsque nous ne le pouvione pas.

Or le décret du 17 juin attaque le contrête continu et attaque une foie de pius les étudiants salariés. Il n'est ptus pessible d'opter entre le contrôle continu et l'examen. Les deux enirent désormels pour une part dans la note finale (chaque mede de connaissance doit être cempris entre 20 et 80 % de la sole finale) il est clair que les différentes adaptations de ce décret dépendront peur une part prépondérante de la majorité dans les conseits d'U.E.R. et d'Université.

Il est clair capendant que de teute façon cui décret interdit à ceux qui en ont in possibilité d'étaler leurs efforts tout au long de l'année par le contrêle continu et qu'il interdit (hoseulement l'examen). Ce qui rétabilit l'ausidulté obligatoire aux T.P.

Notre attitude sur ce décret est denc la suivante. Abrogation totale du décret et le rétablissement pour tous du chaix entre la contrôle continu et l'examen.

Dans l'immédiat, avec les majorités démocratiques dans les consells, dérogation pour les étudiants salariés à propos du contrôle continu obligatoire.

Choix possible entre plusieurs pourcentages. Pas de statut spécial de l'étudiant salarié, par le bials d'examens spéciaux (ce qui dévaloriserait par le suite leurs diplômes et rendrait difficile la jutte pour l'abrogation du salariet étudiant). Ouverture de T.P. du soir et du salariet pour les étudiants salariés.

De toute façon : lutte pour l'allocation d'études sur critères sociaux et universitaires qui seule peut donner son plein sens au contrôle continu et permetter à tous de le passer.

Pour le soutien des candidats « Défense des Intérêts des Etudiants Université Démocratique ».

Soutenez financièrement les Comités UNEF Renouveau

Je désire prendre contact avec les militants du C. A. UNEF qui luttent pour le renouveau de l'UNEF.
Nom Frémom
Adresse
Fac
A retourner à UNEF Rencuveau, 11, rue du Caire, Paris-2°.

RÉNOVER L'UNEF!

Langues, médecine, IUT, Grenoble, Nancy, Aix, Toulouse. Partout les étudiants affrontent le gouvernement pour faire valoir leurs drolts. Unis, ils sont suffisamment puissants pour gagner.

Mais faut-il, pour que cette unité se fasse, attendre que le pouvoir frappe ? La lutte est pour les étudiants une exigence permanents. Instituer entre leur adversaire et eux un rapport de forces favorable à la satisfaction des revendications, est désormais indispensable.

Pour cela, il faut en permanence être rassemblés au sein d'une organisation syndicale. Cette organisation existe, c'est l'UNEF.

Mais, pour rassembler les étudiants, elle se doit d'être ouverte à tous sur la base d'une plate-forme revendicative dans laquelle chacun pourra se reconnaître.

En même temps, pour que l'action menée soit celle de tous les étudiants, il faut que la démocratie soit la règle de l'organisation, que le débat s'instaure et que nul, en dehors des adhérents, ne puisse décider au nom de l'UNEF.

L'orientation du Bureau national de l'UNEF tourne le dos à ces trois exigences.

Celui-ci, en effet, est absent des principales luttes des étudiants.

Il refuse de donner à l'UNEF une

orientation syndicale et préfère à l'union de l'ensemble des étudiants sur la base de leurs revendications, la division sur la base d'a priori de politiciens et de projets aventuristes.

Leur mépris de la démocratie syndicale est désormais connu de tous : invalidations, manœuvres, refus de diffusion des cartes, utilisation délibérée du syndicat par un parti politique « unifié » et une multitude de groupuscules gauchistes. Avec une telle attitude, les dirigeants de l'UNEF prennent la responsabilité de désarmer les étudiants face au pouvoir.

Il appartient donc aux étudiants de réagir, de faire revivre leur syndicat. Tel est le but des militants de l'UNEF qui œuvrent au Renouveau syndical. Constitué en tendance de masse, le Renouveau syndical bénéficie de l'appui de dizalnes de milillers d'étudiants dont il reflète l'aspiration à la lutte.

Aujourd'hui, le combat pour le Renouveau de l'UNEF est réalisé par l'adhésion massive des étudiants à l'UNEF sur cette base.

Tel est, en effet, le combat : organiser les étudiants dans l'UNEF.

Fait inouï, l'obstacle se trouve à la direction du syndicat : elle prétend aujourd'hui interdire l'UNEF aux étudiants en refusant de distribuer les cartes dans les comités d'action! On peut légitimement devant une telle attitude se demander jusqu'où fra le B.N. dans cette voie. Interdira-t-il aux étudiants de lutter? Décréters-t-il que l'UNEF est sa propriété privée ou annoncera-t-il une vente aux enchères?

De toute façon, les étudiants n'accepteront pas. L'UNEF ne vit plus de sa direction. Elle vit parmi les étudiants. Nombre d'entre eux oni en effet choisi de s'organisar peur la lutte. Ils ont conetitué des comités UNEF-Renouveau, assurant la présence du syndicat dans les luttes, ils ont assuré le renouveau de la majorité des Comités d'Action UNEF, dont plus de soixante ont été validés sous la pression des étudiants.

Aujourd'hui, la question est claire : le Bureau national minoritaire de l'UNEF va-t-il, oui ou non, accepter de respecter sa propre légalité, et laisser les étudiants disposer (librement de leur organisation? Va-t-il enfin diffuser largement les cartes UNEF, réunir la commission de contrôle, organiser partout des élections l'issue? Ce sont des milliers d'étudiants qui, pour se battre contre le pouvoir, posent cette question. Avec eux, l'UNEF sera rénovée!

Philippe MEHAUT Président de l'AGE de Nancy.

quelques nouveautés

FRANÇAIS

DE LA LITTERATURE AU CINEMA
M.-C. Ropars-Wuilleumenier
HISTOIRE DE LA LITTERATURE FRANÇAISE
du XVIII^{*} siècle à nos jours
sous la direction de J. Roger

ANGLAIS

LES BASES DE L'ANGLAIS
H. Adamozweski
H. Adamozweski
H. Adamozweski
P. Delfaux, J.-P. Martin, D. Royot et J. Gulguet
L'IRLANDE - tome 1: milieu et histoire
J. Guiffan et J. Verrière

HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

LA REVOLUTION DE 1836 EN FRANCE G de Bertier de Sauvigny LES ZONES TROPICALES ARIDES et SUSTROPICALES X de Planhol et P. Rognon

DAOIT

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL
G. Dupuis, J. Georgel et J. Mozeau
LA CONVENTION DE VIIDME SUR LE DROIT SES
TRAITES, P. Reuter
DROIT PENAL DES AFFAIRSS
J. Larguier
LA POLITIQUE MONETAIRE BE LA C.E.R.
L. Carlou
DE L'EFFICACITE DES INSTITUTIONE
INTERNATIONALES, W. Friedminist
L'ASSOCIATION DES ETENTS AFRICAINO
ET MALGACHE A LA C.E.E.

L'O.R.T.F., G. Dupuis et J. Raux

NIQUE collection universitaire comptant plusieurs centaines de livres et spécialement conque pour l'enseignement supérieur et les étudiants en Faculté. Elle vous offre des ouvrages désormais « classiques » :

LA CRITIQUE, par Roger Fayolle, L'ECONOMIQUE par Paul Samuelson, ELEMENTS DE LING JISTIQUE GENERALE, par André Martinet, HISTOIRE DE LA CIVILISATION FRANÇAISE, par Georges Duby et Robert Mandrou. LES MATHEMATIQUES EN 7.C. et Spéciales B, par Léonce Lesieur, LA POLITIQUE EN FRANCE, par François Goguel et Affred Grosser. LA PSYCHOLOGIE DE L'INTELLIGENCE, par Jean Piaget, etc.,

et des nouveaulés tous les mois.

Quelle que soit votre discipline

U tilisez donc les collections

U . U.

c'est plus sûr et tout compte fait

pas plus shor!

DEMANDEZ A VOTRE LIBRAIRE LES CATALOGUES COMPLETS

armand colin

quelques nouveautés

SOCIOLOGIE

MORPHOLOGIE SOCIALE, M. Halbwacks L'ENQUETE SOCIOLOGIQUE, T. Caplow

SCIENCES ECONOMIQUES

LES ECONOMIES SOCIALISTES SOVIETAQUES ET EUROPENNES, M. Lavigne

SCIENCES

ATOMES ET LIAISONS, A. Julg
MATHEMATIQUES POUR L'IMPORMATIQUE
Tome V.: analyse fonctionnelle
J-P BetrandiasTome 2: équations différentielles.
N.: Gastinet
MECANIQUE DES PARTICULES CHAMBRE

MECANIQUE DES PARTICULES, CHAMPS
R. Cennuier, P.-Y. Gal. et D. Perrin.

BXERCICES B'ALGEBRE M.P. 1 Spáchhar AN
A. Calvo, F. Boschet, J. Doyen et B. Calvo.

ADMINISTRATION

L'ENTREPRISE ROUGATION MATFOMALE

POLITICIUM

LA VIE INTERDACTIONALIS M: Morta LE GAMCLISSES, J. Charlot LES GLUSSE ST LA FOLITISSES-SE SERVINGE J. Microsci

LA VIE POLITICINE OF ALL PRINCIPALS

FAITES ÉCHEC AU POUVOIR



VOTEZ U.N.E.F. renouveau

Chaque étudiant est placé devant ses responsabilités. Son action, la lutte à laquelle il peut participer peut modifier sensiblement la situation de l'Université. Elle peut contraindre à la satisfaction des revendications.

Aujourd'hui cette action prend, entre autres, la forme d'un vote.

Voter UNEF-Renouveau, c'est se prononcer contre la politique universitaire du pouvoir.

C'est combattre le renforcement de la sélection. C'est se battre contre la mainmise des capitaux privés sur l'Université.

Voter, faire voter UNEF-Renouveau, c'est exiger les moyens de vivre et d'étudier notamment l'allocation d'études à ceux qui en ont besoin.

Voter, faire voter UNEF-Renouveau, c'est prendre

sa place dans la lutte pour une Université démocratique ouverte à tous et disposant des moyens de mener à bien sa mission de diffusion et d'élargissement du savoir.

Nous avons tous participé dans nos amphis à des actions pour défendre nos droits.

Voter UNEF-Renouveau, c'est être présent sur tous les fronts, partout où les intérêts des étudiants sont en cause.

Voter UNEF-Renouveau, c'est empêcher les hommes du pouvoir d'entraver nos luttes, c'est lutter contre l'intégration et la répression.

Voter pour les listes « Défense des Intérêts des étudiants, Université démocratique », présentées par l'UNEF-Renouveau, c'est agir pour les revendications, c'est défendre ses études et son avenir.

VOTEZ U.N.E.F. renouveau